

« Le problème avec le socialisme est qu'il arrive un moment où l'argent des autres s'épuise. »

Lady Margaret Thatcher

LE CONSTAT

Peur de l'avenir, peur du monde, sentiment d'insécurité, sentiment de déclin inévitable. Crises politiques et économiques à répétition. Perte d'emplois, perte de pouvoir d'achat, taux de chômage élevé, précarité, immigration hors contrôle et non-intégrée, banlieues enflammées devenues des zones de non-droit, services publics qui se dégradent, sentiment de chaos et de crise imminents.

Face à l'incapacité de la classe politique et des soi-disant « partis de gouvernement » à résoudre les problèmes du pays et des gens, les partis politiques extrémistes montent, proposant des solutions de facilité populistes, fausses, aberrantes et discréditées à des problèmes complexes, et qui ne peuvent que fortement aggraver la situation si elles sont appliquées.

Comment en sommes-nous arrivés là ?

* * * * *

La République Socialiste Soviétique Française est en faillite, le modèle social français est épuisé.

La France protège tant et si bien ses habitants qu'elle les étouffe dans son étreinte. Selon quelques enquêtes, 80% des jeunes de moins de 30 ans seraient prêts à quitter la France à cause de son ambiance morose et leurs mauvaises perspectives de travail.

Le système français ne fonctionne plus. Afin d'éviter la fuite d'emplois, l'État les subventionne, réduisant les charges sociales sur les plus bas salaires dans l'espoir que des mesures fiscales pallieront l'absence des mesures structurelles nécessaires pour résoudre les problèmes qui font que les entreprises ne créent pas suffisamment d'emplois.

En parlant des HLM dans les pages du Figaro du 21 avril 2021, le député LREM Mickaël Nogal expliquait que « 70% des Français sont éligibles au logement social ». Ceci est très surprenant : soit le seuil de revenus pour y accéder est trop élevé, soit nous sommes devenus un pays pauvre. Dans la mesure où M Nogal reconnaissait dans le même article qu'il y avait un problème pour loger sur le marché les personnes se trouvant juste au-dessus du seuil de revenus ouvrant un droit à un logement de type HLM, nous sommes obligés de conclure que la France est, en effet, devenue un pays pauvre.

La France vit à crédit depuis presque 50 ans. En se basant sur des taux de croissance d'après-guerre, la France s'est bâti un état surdimensionné avec des prestations de luxe. Ces taux de croissance n'existent plus depuis bien longtemps, mais ceci n'a pas empêché l'État de continuer à vivre au-dessus de ses moyens, ou à sa classe politique de promettre des chimères.

La France n'a plus les moyens de se payer ses luxes et s'endette. Selon l'INSEE, la dette de la France est passée de 20% du PIB en 1980 à 116% du PIB en 2020, soit 2 650 milliards d'euros, alimentée par l'accumulation de 40 ans de déficits publics. La dette sociale à elle toute seule dépassait les 269 milliards en 2019. La dépense publique est passée de 41% du PIB en 1970 à 57% en 2019. Le déficit annuel 2020 dépasse les 210 milliards d'euros par an.

Certes, la crise covid n'a pas arrangé les choses. Mais nos politiciens ne font rien de bien utile, ni pour expliquer les problèmes de fond ni, encore moins, pour les résoudre. Pire, ne prenant pas la mesure de la situation, ils augmentent les impôts et les prélèvements obligatoires, retirant des moyens aux entreprises, grignotant progressivement le pouvoir d'achat des salariés, asphyxiant l'économie. Par exemple, les prélèvements obligatoires sont passés de 34 % du PIB en 1970 à 44 % en 2019, soit 1000 milliards, un record. Ceci se reflète dans le manque de croissance et d'investissement : la France se vide de son activité et de sa puissance économique. Ainsi, la France perd progressivement les moyens de soutenir son modèle social, sa puissance internationale et sa culture. Son rayonnement et son influence sont compromis.

Ce rythme est insoutenable. Ni les personnes ni les États ne peuvent se permettre de vivre au-dessus de leurs moyens perpétuellement, à un moment il va falloir payer l'addition. Le manque de maîtrise de la dépense publique et la croissance alarmante de la dette hypothèquent l'avenir du pays et de nos enfants, rendent la France vulnérable aux caprices des marchés financiers, et mettent en danger de faillite non pas seulement la France, mais l'Europe entière.

La crise qui frappe la France est comparable à la crise qui a frappé il n'y a pas si longtemps la jadis « invincible » General Motors. GM fut dominante dans le marché automobile américain et mondial. Les affaires allaient bien, donc dirigeants et travailleurs, ces derniers menés par le puissant syndicat UAW, ont accordé des grands avantages sociaux aux travailleurs : riches

retraites, qui pouvaient être anticipées, coûts de santé pris en charge par l'entreprise moyennant de plans privés « plaqués or », mise en disponibilité des employés touchés par une restructuration au lieu de licenciements. Ces avantages ont été accordés parce que GM était convaincue que les bons temps étaient là pour durer et n'a pas vu venir la déferlante japonaise des années 80. Les Japonais, et en premier lieu Toyota, ont commencé à produire des véhicules de meilleure qualité, avec un meilleur design, produits à la demande, proposés au public moins cher que ceux vendus par GM. Dans un premier temps, les patrons de GM se sont indignés par ce qu'ils percevaient comme étant de la concurrence déloyale de la part des Japonais, notamment au niveau des coûts du travail, et ils sont allés se plaindre aux politiciens de Washington. Ces derniers ont pris quelques mesures temporaires afin de permettre à GM de rattraper son retard face aux japonais, mais ils ont bel et bien compris que la faute, à la base, était à une GM qui s'était endormie sur ses lauriers, qui n'avait pas fait les efforts nécessaires pour améliorer la qualité de ses véhicules et qui s'était auto-pénalisée consentant des avantages sociaux qui étaient bien au-delà de ce qui se pratiquait dans le reste de l'industrie. Les dirigeants de GM le savaient aussi, mais ne pouvaient pas mettre en place les mesures nécessaires de réduction des coûts pour améliorer la compétitivité pour cause de blocage syndical. Chaque fois qu'ils évoquaient le besoin de réduire les avantages sociaux des employés, avantages qu'ils ne pouvaient plus se payer, les grèves et les menaces de grève se succédaient. Le faux raisonnement de l'UAW était basé sur la croyance que GM ne pouvait pas faire faillite, et que si cette faillite se dessinait, que le gouvernement américain ne la laisserait pas se produire vu le poids de GM dans l'économie américaine. Finalement, face au cumul des pertes financières colossales et vue l'impossibilité de payer les frais liés à leurs engagements en termes de retraite et de santé, GM a effectivement posé le bilan le 1^{er} juin 2009, ouvrant enfin le chemin pour une restructuration en profondeur des coûts liés au personnel et sonnait le glas de ses politiques sociales économiquement insoutenables. En voulant protéger leurs acquis à tout prix, les syndicats ont fini par tout faire perdre aux travailleurs.

La France, comme la GM des années '70, est une entité qui se délite, qui se croit riche et à ce titre refuse de voir le monde changer autour d'elle, refuse de voir que sa richesse est fragilisée, et ne donne pas des signes d'être en mesure de s'adapter aux nouvelles réalités.

Lors des années fastes, la France a accordé des avantages sociaux de plus en plus nombreux et onéreux à ses citoyens, convaincue qu'elle aurait toujours les moyens de se payer ses largesses. Les 30 glorieuses ayant fortement développé le pays et créé énormément de richesses, les dirigeants n'ont pas vu, ou n'ont pas voulu voir, que ce rythme de création de richesses était dû à un phénomène très spécifique, notamment l'effet combiné de la reconstruction du pays suite à la fin de la seconde guerre mondiale, et des grandes avancées technologiques et d'organisation de production survenues pendant cette même période.

Cette conjonction de phénomènes ne pouvait pas durer, et n'a pas duré. Mais ceci n'a pas empêché les politiciens de promettre encore des cadeaux empoisonnés dans le seul but de se faire élire et réélire, cherchant à se convaincre, et à convaincre les Français, que le temps de la croissance fulgurante serait de retour après un bref intervalle de consolidation.

Sur ces bases aveuglement optimistes, M Giscard a surdéveloppé le système d'allocations, M Mitterrand a doublé le SMIC et réduit l'âge légal de la retraite alors que l'espérance de vie en bonne santé avait augmenté, M Chirac n'a pas su reformer les retraites et n'a pas eu le courage d'imposer son veto à l'irresponsable semaine de 35 heures de Mme Aubry, pendant que M Sarkozy, tout en promettant la rupture, n'a pas su s'attaquer aux grands chantiers de remise en question de toutes ces politiques ruineuses afin de restaurer la compétitivité de la France. Se sont suivis un bureaucrate incompetent et un socialiste recyclé, pur produit du système, donc pas en capacité pour voir le besoin urgent de reformer en profondeur malgré sa grande intelligence.

La France aujourd'hui se trouve dans une crise majeure créée par la largesse inconsidérée de ses politiciens, qui ont agi soit avec des bonnes et pieuses intentions, soit à des fins simplement électoralistes. Hélas, ils ont tous refusé d'admettre la vraie portée de leurs décisions à long terme dans le contexte d'un monde qui a changé et qui continue à changer, et pas dans la direction de la facilité.

Pourquoi autant d'insouciance de la part de la classe politique ? Parce-que, à la différence des individus et des entreprises, le déclin économique d'un pays est un parcours de longue haleine, aucun pays ne devient riche ou pauvre en l'espace d'un mandat, et au moment d'une catastrophe économique les responsables ne sont typiquement plus au pouvoir. De toute façon, il est bien connu que, en politique, la faute est toujours aux autres, donc à quoi bon d'admettre une erreur ou une conséquence inattendue ?

A titre d'exemple, je me souviens de ce débat télévisé entre Mme Aubry et M Sarkozy, où lorsque ce dernier avait évoqué l'endettement massif de la France et des effets pervers des 35 heures, Mme Aubry, avec une fine et juste contre-attaque qui suintait la mauvaise foi, lui a rétorqué que l'endettement avait pris l'ascenseur pendant le règne de la droite. Normal, autant c'est Mme Aubry qui avait parrainé la semaine de 35 heures, autant la facture est revenue aux gouvernements de droite, mais cette droite n'avait pas eu le courage politique d'en finir avec le saignement de l'État et les abroger sous prétexte que « les Français y étaient attachés », et M Sarkozy est logiquement resté sans réponse. Magnifique exemple de calcul électoraliste d'une gauche qui distribue allègrement l'argent des autres, celle du contribuable, notre argent, mais refuse d'admettre le coût ruineux et la nature addictive de ses politiques. Magnifique exemple d'une « droite » que n'est plus une droite de gouvernement mais un parti de pouvoir, qui n'est pas prêt à faire ce qu'il faut pour sortir le pays de la crise et qui, au contraire est prêt à renier à tous ses principes pour tenter de se faire élire et de se pérenniser dans le gouvernement.

Le débat gauche-droite dans ce pays se résume à un discours de sourds : les « vous avez fait n'importe quoi » de la droite sont répondus par les « vous n'avez rien fait » de la gauche.

Le plus triste, c'est qu'ils ont tous les deux raison.

Que font les partis ?

Ayant élu un presque inconnu en 2017, les Français ont clairement exprimé leur ras-le-bol avec les partis traditionnels. Mais il fallait s'y attendre, avec presque 40% d'abstention aux élections Municipales de 2014, les Français avaient déjà tiré la sonnette d'alarme.

Et pour cause : les partis politiques traditionnels ne donnent pas des signes d'avoir des bonnes idées pour redresser le pays.

D'une part, parce-que le spectre politique français est décalé à gauche. Aujourd'hui il n'existe pas de vrai parti de droite, et pour sortir durablement de la crise il faut à la France une solide politique de droite, une politique de l'offre, une révolution productive. Les vrais partis de droite, socialement conservateurs et économiquement libéraux, tels la CSU en Allemagne, le Moderata Samlingspartiet de M Reinfeldt en Suède ou la Platforma Obywatelska de M Tusk en Pologne, n'existent pas aujourd'hui en France.

D'autre part, parce-que les partis politiques « de gouvernement » sont pleinement responsables de la crise que nous subissons, et que, dans la grande tradition politique française, il est interdit d'admettre que l'on se soit trompés à un moment donné, donc on ne peut pas faire son mea culpa et revenir sur ce qu'on s'est battu pour mettre en place en premier lieu.

Alors : que font les partis ? Passons en revue les partis politiques français dits « classiques ».

Le « Centre »

Oui, entre guillemets, parce-que partout ailleurs ce parti serait le Parti Socialiste, avec ses politiques économiques de gauche et son Européanisme quasi messianique. En général, les Français ne l'aiment pas trop : ils n'ont pas une vision et une réponse intégrale aux énormes problèmes économiques et sociaux du pays, et ce malgré l'insistance de M Bayrou à dénoncer, courageusement et à très juste titre, les méfaits de notre Code du Travail surdéveloppé. Par ailleurs, ils refusent de voir que le projet Européen a des limites, que ces limites ont été atteintes, et que ce n'est pas en se focalisant sur l'Europe qu'on résoudra les problèmes de la France et des Français, puisque ce sont la France et les orientations prises par les gouvernements français qui sont à l'origine de nos problèmes.

Si M Macron a été élu, c'est parce-que le candidat LR, M Fillon, a explosé en plein vol et qu'au deuxième tour les Français n'ont pas voulu de Mme Le Pen, pas parce-que les Français ont trouvé que les politiques de M Macron étaient les plus adaptées aux sérieux problèmes du pays.

Ses politiques se sont, prévisiblement, avérées inadaptées. Son réflexe face à un problème, digne du socialiste qu'au fond il est resté, est d'augmenter les impôts pour financer ses

propositions, pas de faire des économies pour rediriger les ressources dégagées vers les nouveaux besoins. Résultat, la tentative échouée de serrer encore la prise d'étranglement de l'État sur l'économie française en faisant monter les impôts pour financer la politique environnementale, donnant lieu à la crise des Gilets Jaunes, ces pauvres citoyens majoritairement issus des classe moyennes dont le grand tort a été de croire ce que leurs politiciens leur ont vendu au fil des ans et qui se sont avérés des leurres, des citoyens à qui le gouvernement a peiné et, du haut de ses convictions étatiques, peine toujours à répondre. Normal, M Macron ne comprend pas à quel point la France étouffe sous le poids de son État surdimensionné et inefficace.

Au-delà des aspects strictement scientifiques et sanitaires de la crise covid, et sans mettre en doute sa bonne volonté et celle de son gouvernement face à un ennemi invisible, inconnu et létal, son système de gestion de la crise reflète bien les tares du système dont il est imbu et dont il peine à se défaire. Qu'est-ce que cette distinction entre « commerces essentiels » et « non-essentiels » ? Alors que l'on savait que le virus se répandait plus rapidement parmi les grands groupes de personnes enfermées dans un endroit, on a laissé les gens souhaitant faire leurs courses du weekend s'attrouper dans quelques grandes surfaces au lieu de les laisser s'éparpiller dans les commerces de proximité, mettant ces derniers dans des difficultés économiques largement évitables. Et que dire de ces attestations rédigées par soi-même ? N'est-il pas plus simple de répondre de vive voix à la Police si elle vous arrête pour vous demander où vous allez ? Avait-il peur que les gens mentent à la Police ? Et si c'est le cas, croyait-il que les gens mentiraient moins s'ils avaient sous la main un papier écrit par leurs soins quelques minutes avant ? En Allemagne, quelques commentateurs ne se sont pas gênés de qualifier ces mesures ubuesques comme étant dignes d'un hypothétique Absurdistan.

LREM, véhicule personnel de M Macron, ne durera pas, le poids de ses contradictions est trop important, ses propositions sont inadaptées à la gravité des problèmes, ses adhérents un groupe hétéroclite et incohérent. On le voit bien dans sa gestion du problème du chômage : malgré un fort tapage médiatique déclamant ses mesures comme étant presque révolutionnaires, ses réformettes du marché du travail ont fait baisser le chômage à 8.8% en 2018 (soyons sympathiques, excluons la crise Covid) pour un taux de participation au marché du travail de 62% de la population comprise entre 15 et 74 ans (source : Eurostat). Certes, c'est un peu mieux qu'avant. Mais les chiffres équivalents pour l'Allemagne étaient de 3.7% et 70%. Traduction : en France un peu plus de 55% des gens travaillent pour payer le train de vie des 45% restants, alors qu'en Allemagne plus de 66% de la population travaille. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que l'Allemagne se porte mieux que la France.

Pour s'en sortir, la France a besoin d'un grand virage à droite, et le centre ne peut que proposer, au mieux, des petites améliorations à l'existant. C'est par ailleurs la définition d'une politique de « Centre » : privilégier et ajuster l'existant.

Même en tenant compte des terribles problèmes qu'elle a causés, la crise du covid a été la bouée de sauvetage de M Macron, qui autrement aurait probablement fini par démissionner face à l'ampleur inédite de la crise des Gilets Jaunes, crise qui a mis en évidence son

incompréhension du problème de fond, son manque d'idées et son incapacité à donner des solutions pertinentes et durables aux graves problèmes des Français.

Le Parti Socialiste

Une souricière fonctionne parce-que la souris ne comprend pas pourquoi la nourriture est offerte. De la même façon, la gauche et les populismes fonctionnent parce-que le peuple ne comprend pas pourquoi on leur offre des cadeaux. Ces cadeaux sont toujours empoisonnés, ils ne sont que des appâts pour gagner des élections. Et si vous avalez ces appâts, la France sera détruite par le chômage, l'exclusion, la précarité, les fins de mois difficiles et les services publics dégradés. Toute ressemblance avec la situation actuelle n'est pas une coïncidence.

Le calcul des populistes de gauche est simple : Si sur une population de 5 millions vous pénalisez 1 million pour distribuer aux autres 4 millions, il est fort probable que l'élection vous sera acquise. Le problème, est que parmi le million pénalisé, certains quitteront le pays par la suite, certains seront appauvris, et la prochaine fois vous ne pourrez pas répéter votre tour de magie électorale. Entre temps, l'économie aura souffert, et le niveau de vie aura baissé pour le plus grand nombre. C'est sous cette optique qu'il faut comprendre les propositions du PS de, par exemple, instituer la gratuité des transports publics. Si ce n'est pas l'utilisateur qui paye, alors qui le fera ? Est-ce que le personnel de la RATP ou de la SNCF travaillera sur la base du bénévolat parce-que les transports seraient gratuits ? Est-ce que les pièces de rechange et les nouvelles rames nous seraient offertes par les fournisseurs ? Est-ce que la facture d'énergie disparaîtrait aussi magiquement que les billets de transport ? Bien sûr que non, l'appât qui nous est proposé dans la souricière PS n'est qu'un leurre pour gagner des élections sur le dos d'un électorat qui fait semblant de ne pas voir les énormes problèmes qui se cachent derrière.

Le PS, aujourd'hui réduit à sa plus simple expression grâce à une succession de passages au gouvernements aux résultats lamentables, est une entité qui se comporte de façon adolescente et irresponsable, qui promet l'irréalisable, qui ne comprend pas les processus de création de richesses, qui nie les coûts de ses politiques ruineuses, qui est prise en otage par les syndicats et les fonctionnaires, qui n'a manifestement pas les moyens de se payer ses instincts distributifs pour cause de crise économique auto-infligée, et qui cherche à détourner l'attention de son incompétence en poussant des réformes sociétales pour lesquelles elle n'a aucun mandat populaire.

François Hollande s'est fait élire sur la base de mensonges et de rêves pieux, et comme d'habitude lorsqu'on s'est fait élire de la sorte, le réveil est toujours dur. Installer le PS au gouvernement c'est comme prendre de la cocaïne : de l'euphorie au départ et un sentiment de toute-puissance, pour ensuite vite déchanter face à la réalité retrouvée et constater quelques années plus tard que la situation est devenue bien pire qu'avant.

Un pays gouverné par ce PS devient plus pauvre, moins performant et cumule les problèmes qui auraient pu être évités. Mais comment ne pas se laisser bercer par ses rêves ? Lorsqu'on

passé en revue le programme du PS, plein de merveilleuses et louables intentions mais complètement déconnecté de la réalité on a envie d'y croire, on a envie de voir un monde meilleur, on a envie de leur donner une chance. Mais le papier ne refuse jamais l'encre. Pour que le programme du PS donne les résultats escomptés, il faudrait que les préceptes de l'économie les plus basiques ne s'appliquent pas en France. C'est un peu comme si on aimerait que la loi de la gravité s'arrête aux frontières, et que dans le monde PS les choses tombent vers le haut. On ne peut que conclure que si le chemin vers l'enfer est pavé de bonnes intentions, alors le PS en a tellement qu'il nous y amènera en TGV.

M Hollande est un cas normal de ce PS, pas une exception. Il n'a jamais eu la moindre idée de comment sortir de la crise, mettant ses espoirs sur un retournement conjoncturel. Au moment de son élection, avec tous les indicateurs économiques au rouge, il s'est manifestement dit « Ce n'est pas grave, c'est cyclique, il suffira d'attendre et tout reviendra comme avant. En attendant, je vais juste essayer de donner un choc de confiance en jouant le pom-pom girl de l'économie ». C'est pourquoi encore début 2014, après deux ans de mandat, son non-gouvernement annonçait que « L'exécutif est très optimiste sur la croissance et l'emploi », en sortant des plans qui n'étaient que des exercices de chiffres vides mis en place pour dire quelque chose et plaire à la galerie, mais qui n'étaient que des vœux pieux puisqu'ils n'avaient pas la moindre idée de comment les réaliser.

Le grand problème qu'a frappé M Hollande est que la crise qui avait débuté en 2008 était différente. Cette crise n'était pas une crise de croissance cyclique, mais une crise de désendettement à la Japonaise. La nature de cette crise n'a pas été comprise par le PS, malgré le consensus des experts sur le sujet. M Hollande, du haut de son expérience de professeur et d'apparatchik de parti, ne comprend pas l'économie réelle ou le secteur privé, raison pour laquelle il avait décidé d'augmenter les impôts et les prélèvements, déclaré que son ennemi était « la finance » (oui, celle qui finance nos déficits), créé une taxe à 75% afin de pénaliser la réussite et de faire partir ceux qui auraient eu les moyens d'investir, baissé l'âge de la retraite (mettant en danger de faillite tout le système), suspendu le non-remplacement des fonctionnaires, fait des ahurissantes erreurs de casting comme nommer l'interventionniste M Montebourg en charge du Redressement Productif qui, avec ses grandes déclarations combatives et ses merveilleuses gesticulations aériennes, n'a (prévisiblement) pas amené une seule entreprise en France (pas plus que l'aurait réussi à faire un fonctionnaire soviétique). De plus, M Hollande a suspendu les jours de carence dans la fonction publique, créé des contrats « première expérience professionnelle qui ne mène à rien », et au lieu d'entreprendre les réformes nécessaires du marché de travail que l'Allemagne avait mis en place (sous un gouvernement socialiste !), s'est rangé du côté des incontinents budgétaires italiens, espagnols et grecs pour « dénoncer l'austérité ».

Sans surprise, ses recettes n'ont pas marché, raison pour laquelle il s'est vu contraint d'abandonner l'aile gauche du parti et nommer M Valls en tant que Premier Ministre. Mais M Valls n'a pas réussi à faire passer les réformes nécessaires, parce- qu'en tant que politicien PS il ne peut pas se rendre compte non plus de l'ampleur du désastre français. Le déficit public n'a jamais été aussi haut en dehors de période de guerre, et les intérêts de la dette nous

étouffaient, mais notre gouvernement insistait sur des mesurette centrées sur le travail du dimanche au lieu de faire ce qu'il fallait au niveau de l'État, du marché du travail et de la diarrhée d'argent passé en dépenses inefficaces ou injustifiables.

La France était considérée jadis comme un pays sérieux, moteur de l'Europe. Aujourd'hui, grâce à M Hollande et son PS, aveuglés par leurs grandioses discours, la France est devenue la risée du monde. Mais bon, qu'attendiez-vous de quelqu'un pour qui un riche c'est quelqu'un qui gagne plus de 4 000 euros par mois ? Qu'attendiez-vous d'un pauvre personnage qui s'est fait remettre en place par une enfant rom ? Qu'attendiez-vous de quelqu'un dont la méthode semblait être, selon ses collaborateurs déçus, « il dit oui mais rien ne suit » ?

Le gouvernement disait « tous mobilisés contre l'extrême droite, le chômage, la dette, les déficits », et la protection de tout ce que vous aimeriez ne pas perdre. Magnifique. Mais, dans les faits, qu'est-ce que cela veut dire, à part le fait qu'on les voyait en permanence sur les médias en scandant leurs superbes slogans fourre-tout, souriant face à l'accumulation inéluctable et prévisible de mauvaises nouvelles ? Qu'ont-ils fait concrètement ? Ils ont aggravé le déclin en ne faisant rien de bien intelligent, ou tout simplement à côté de la plaque.

Les mesures prônées par le PS sont typiquement une étude dans la création de conséquences soi-disant « inattendues ». Mais elles ne sont inattendues que par eux, pour cause de manque d'analyse économique ou du manque de compréhension basique de l'économie, ou, encore, de l'espèce humaine. Son angélisme et sa bonne volonté sont sa perdition, comme en témoignent les lois Taubira sur l'assouplissement des peines, et Duflot sur le logement. Dans le premier cas, on rassure les criminels de la clémence d'un État qui ne se préoccupe pas du sort de leurs victimes et donc contribue à amplifier le sentiment d'impunité et d'insécurité. Dans l'autre, on met en place tellement de contraintes et des punitions pour les bailleurs qu'ils finissent par se retirer du marché, aggravant la crise du logement.

Il est inutile de faire comprendre à ces gens la réalité des choses, ils ne veulent pas la connaître, parce-que, voyez-vous, avec un peu de volontarisme politique on réussira tout, tout est possible. On dirait que selon la gauche et le PS, avec un peu de bonne volonté nous arriverions tous à respirer de l'eau par les aisselles, comme les poissons. Que des avantages ! Figurez-vous que la distance entre l'aisselle et le poumon est bien plus courte que celle liant les poumons au nez, et puis il est bien connu que dans H₂O le O symbolise l'oxygène ! Pour quelqu'un qui comprend l'économie, les entreprises et les marchés, les explications économiques des mesures PS sont tout aussi ridicules que l'exemple que je viens de donner. La tragédie, c'est qu'ils ne se rendent pas compte.

Sans surprise donc, en matière économique le PS est un désastre. Au lieu de comprendre que pour créer de l'emploi il faut de l'investissement et que ceci nécessite du capital, il prend des mesures pour pénaliser ceux qui ont ce capital, il les décourage d'investir, et empêche les pauvres crédules qui ont investi à en tirer un bénéfice. Au lieu de protéger l'employabilité des gens, il cherche à protéger des postes de travail obsolètes. Au lieu d'admettre que le poids de l'État nous étouffe, il le fait grandir.

« Les pauvres petits Français doivent être protégés ! » ils nous disent. C'est ça, les Français des faiblaris. Depuis quand ? J'ai l'impression que l'on nous chante la chanson que le gouvernement Nord-Coréen entonne pour justifier son régime dictatorial et répressif : les Coréens seraient un peuple faible, composé de faibles, qui a besoin d'être protégé par un État fort. Non, les Français n'ont pas besoin d'être protégés par des socialistes. Le peuple français est grand, glorieux et fier, et il a tout ce qu'il lui faut pour réussir. En témoignent les 5 milliards d'allocations auxquelles les gens auraient droit mais restent non-réclamées : les Français ne veulent pas l'aumône, ils veulent qu'on leur donne des opportunités pour démontrer leur valeur et il faut simplement créer les conditions pour cela. Le système que le PS a créé dans notre République Socialiste Soviétique Française anéantit les opportunités et traite ceux qui réussissent comme des méchants et des vaches à lait.

« Justice sociale ! » ils nous chantent. Justice sociale ? Laquelle ? Il n'y a pas pire injustice sociale que de créer un système qui décourage la création d'opportunités pour que ceux qui sont intelligents et travailleurs s'en sortent. Et il est aussi extrêmement injuste que les gens qui travaillent dur tous les jours, ces honnêtes gens qui veulent juste pouvoir vivre honorablement de leur travail, soient obligés de soutenir financièrement des profiteurs du système et qui vivent d'allocations et de travail au noir.

Le PS est aujourd'hui le parti de la justification de la fainéantise, le parti de l'ignorance et de la jalousie, le parti qui permet et encourage l'utilisation de l'argent du contribuable à des fins clientélistes, le parti qui a appris aux Français que se plaindre bruyamment pour ensuite tricher paye plus que de travailler et d'être honnête, le parti qui a consacré le triomphe de la cigale sur la fourmi, le parti servant de cet État dans l'État que constituent les syndicats de la fonction publique.

Si les communistes tuent l'économie d'un gros coup de hache, les socialistes la tuent par le biais d'une succession de milliers de petits coups de cutter.

La gauche échoue parce- qu'elle voudrait croire que l'homme est bon et malléable et que les lois de l'économie ne s'appliquent pas à elle. La droite réussit parce-qu'elle prend l'homme pour ce qu'il est : un animal social au comportement paradoxalement égoïste, dont l'égoïsme doit être canalisé et géré de façon que ses effets bénéficient à la société.

La gauche nie la réalité, la droite la comprend et cherche à l'appivoiser. Mais faudrait-il encore avoir le luxe d'avoir un vrai parti de droite dans ce pays pour mettre en place ses préceptes, ce qui est loin d'être le cas.

Les Verts

Les « pastèques », verts à l'extérieur, rouges à l'intérieur, sont la troisième filière de la grande gauche française.

Leurs politiques économistes socialistes font d'eux un danger. Ils ne comprennent pas que l'économie fonctionne grâce aux entreprises privées, et non pas malgré elles. Ils ne

comprennent pas non plus que ces entreprises privées ne sont pas « bêtes » ou « méchantes », et qu'elles ont une obligation de faire des profits pour survivre. En conséquence, ils les démonisent et cherchent à les punir au lieu de les apprivoiser, mettant en danger leur survie, donc l'emploi et les richesses qu'elles génèrent.

Leur manque de compréhension des marchés débouche, par exemple, et comme mentionné précédemment, dans des programmes de contrôle de loyers comme ceux préconisés par Mme Duflot. Au lieu d'agir sur l'offre et la demande afin de faire baisser les prix, ils contraignent les prix, ce qui fera baisser l'offre, ce qui aggrave la crise du logement. Au lieu de corriger un problème, dans leur incompétence économique très socialiste ils en créent un nouveau, plus grave que le précédent. Si ceci avait été une surprise, pourquoi pas, mais c'est le résultat constaté à chaque fois et partout dans le monde où l'on essaye de contrôler des prix : l'offre chute, puisque les créateurs de l'offre n'arrivent pas à couvrir les coûts de leur produit. Comment alors faire baisser les prix ? Augmenter l'offre, diminuer la demande, mais cela semble leur échapper.

Leurs causes sont parfois dogmatiques et, quelquefois, contreproductives. On voit bien l'élan des Verts en Allemagne, responsable de la pression pour la fermeture des centrales nucléaires allemandes. Résultat ? Mme Merkel a fini par décréter la sortie du nucléaire. Hourrah ! Mais comme la demande d'électricité en Allemagne n'a pas baissé pour autant, et que les énergies renouvelables sont encore loin d'être capables de fournir le déficit d'énergie créé par la fermeture des centrales atomiques, l'Allemagne aujourd'hui est devenue un de plus grands consommateurs de charbon d'Europe, charbon qui est brûlé dans des stations de génération d'électricité thermiques, contribuant à la hausse de la pollution et des émissions de CO₂. Et le remplacement des voitures à combustion interne par des voitures électriques ne fera qu'aggraver le problème. Quelle réussite !

Les humains créent des déchets, c'est connu. Ce que certains verts ne semblent pas réaliser est que ceci est tout à fait normal. Chaque fois que nous respirons, nous émettons du CO₂. Chaque fois que nous nous alimentons, nous créons en amont, en préparant notre nourriture, des déchets qui devront être traités. Chaque fois que nous mettons en route notre processus digestif nous créons des déchets organiques qui devront être traités. De ce point de vue, nous ne sommes pas différents des autres êtres vivants de cette planète. La question n'est donc pas comment éliminer les déchets, mais comment les maîtriser et les diminuer afin de ne pas détruire notre planète via un trop-plein de déchets. Dans ce but, il faut de la pédagogie et de la collaboration, pas l'imposition de mesures farfelues issues du totalitarisme de gauche.

Autant on comprend tous que les soucis environnementaux sont importants et doivent impérativement être résolus, autant on ne peut pas faire confiance aux partis verts français, ils guériraient la maladie en tuant le malade.

Les Républicains

En 2021, on peut dire que LR est la quatrième composante de la grande gauche française. En effet, la France ne semble pas avoir une vraie droite, elle aurait simplement des socialistes un peu plus nationalistes et socialement conservateurs, mais pas trop.

Cette « droite » supposément « de gouvernement » a démontré au cours des 17 années qu'elle a passée au pouvoir qu'elle n'est pas capable de prendre le taureau par les cornes et de faire ce qu'il faut pour redresser le pays, tout en se faisant élire justement sur la base de ses promesses de réforme. Je me souviens encore de ce commentaire d'un élu de droite au temps de l'élection de M Chirac en 1995, lorsqu'un grand élan de réforme des retraites se profilait : « on ne peut pas faire ça, il y aura des législatives dans 3 ans ! ». Pardon ? Comptez-vous donc absolument ne rien faire de substantiel sous prétexte d'élections dans – je n'y crois toujours pas – 3 ans ? Mais si on ne fait pas ce pourquoi on a été élus en début de mandat quand est-ce qu'on le fait ? Et comment ça se fait qu'un responsable politique d'envergure puisse estimer qu'en l'espace de 3 ans on ne peut rien accomplir ? Pourquoi les Français ont-ils voté pour vous en premier lieu ? Le RPR et l'UMP ont appris au Français qu'au gouvernement ils n'étaient pas bien meilleurs que les socialistes : afin de s'acheter la « paix sociale » et la stabilité, ils ont habitué les français à se plaindre au lieu de travailler. Vous n'êtes pas content de quelque chose ? Descendez dans la rue, on s'occupe de vous. Lorsqu'elle fait quelque chose, c'est au compte gouttes, afin de ne pas trop froisser de gens.

Alors que les socialistes ont le courage de leurs mauvaises convictions, l'UMP s'est excusée d'exister, a renié ses promesses aux Français et a gouverné au centre, voir à gauche. Si le pays est devenu la morose RSSF de nos jours, c'est la faute à cette soi-disant droite qui n'a jamais eu le courage de défaire les sottises que les socialistes avaient mis en place.

D'abord l'UMP avait promis d'abroger la loi sur le cumul des mandats, ensuite elle a renoncé parce- qu'il y a des personnes parmi ses élus qui sont contre. Pourquoi ? Officiellement, parce-que, voyez-vous si on n'est pas député et maire en même temps, on perd le contact avec le terrain. Ah bon. Je ne savais pas qu'il était interdit de se rendre dans sa circonscription de temps à autre pour parler aux gens une fois élu député, surtout sachant que les députés ont une dotation spécialement prévue pour ça. En attendant, ils nommaient des copains pour être « adjoints à la mairie » et ainsi tenir leurs places au chaud, créant un poste inutile payé par les contribuables alors que le « maire » n'en était pas un mais qu'il touchait bien son salaire. Non, la motivation est claire : il fallait cumuler les mandats afin de cumuler les traitements et les salaires, l'argent et le pouvoir avant tout, la démocratie n'est plus qu'un leurre, les contribuables ne sont que des vaches à lait, l'État un outil ou l'on se sert à son bon plaisir. Où est passée la stature d'État ?

D'abord l'UMP s'est déclarée contre les 35 h mais, une fois élu, M Sarkozy a découvert que les Français y étaient attachés voyez-vous. Bien entendu qu'ils y sont attachés – de la même façon qu'un alcoolique est attaché à sa bouteille et qu'un fumeur est attaché à ses cigarettes. Les 35 heures coûtaient déjà à l'époque 12 milliards par an à l'État alors que le déficit

budgetaire était déjà abyssal, mais ce n'était pas grave. A trop écouter les Français via d'innombrables sondages, il a oublié de gouverner. Où est passé le courage ?

D'abord l'UMP s'est déclarée contre le « mariage pour tous », mais une fois la loi passée elle a dit que, bon, après tout, c'était déjà fait donc à quoi bon de revenir en arrière. En attendant, M Sarkozy a cherché à plaire en proposant une réécriture de la loi mais en ne s'engageant sur rien, et M Juppé avait dit « vouloir apaiser » en ne touchant à rien. Eux ils appellent ça de l'apaisement, moi j'appelle ça déclarer défaite, trahir ses valeurs, se moquer de ses électeurs, laisser la gauche réussir son travail de sape de la France. Où sont passées les convictions ?

M Sarkozy était revenu fin 2014 à la tête de l'UMP en laissant entendre qu'il proposerait en 2016 le même programme qu'en 2007. Avait-il oublié que les Français l'avaient limogé, entre autres, parce-qu'il n'avait pas fait ce qu'il avait dit qu'il allait faire ? Croyait-il vraiment que les Français avaient oublié sa présidence toute en tactique politicienne et sans ligne directrice, sans courage et sans engagement ? Je me souviens de mon amusement lorsque je voyais M Sarkozy donner des leçons de réforme aux Grecs à côté de Mme Merkel lors de la crise de 2008, tout en ne reformant rien de bien conséquent en France. Ou encore du triste spectacle donné par le « Sarkothon » pour sauver l'UMP de son style de gestion de campagne « impérial » désastreux, à l'image de la décision de soutenir la candidature de son fils à la tête de l'établissement public de La Défense, à l'époque un jeune sans expérience des affaires ni diplôme universitaire, porté par l'UMP locale atterrée par la réaction de l'« Empereur Sarkozy » si on lui refusait l'investiture. Ou ses doubles standards : si la Société Générale perd de l'argent du fait des agissements d'un trader, M Sarkozy n'hésite pas à réclamer la tête du président de la Banque ; si l'UMP s'empêtre dans les affaires Bygmalion et de financement de sa campagne, lui ne serait pas responsable et revient comme si rien n'était – deux poids, deux mesures. Quel gâchis.

M Sarkozy, pour qui j'ai voté en 2007 et 2012, m'a tristement et complètement déçu. Et je ne suis pas le seul dans ce cas. Pire, ses soutiens refusent de faire la critique de leur idole, le droit d'inventaire étant « interdit ». Exemple : nommer des ministres « d'ouverture » a été une erreur qui nous a fait perdre une décennie (des ministres socialistes ? N'avais-je pas voté à Droite ?). La dette et les déficits ont augmenté non pas seulement à cause de la crise, mais surtout parce-qu'il n'a pas mis en place les mesures qui s'imposaient avant que cette crise commence, mesures qu'il avait promises pendant sa campagne.

L'UMP était devenue un bateau ivre, sans programme, minée par le combat des chefs, empêtrée dans les affaires de financement, les trahisons et la cacophonie. Pas étonnant qu'elle ait décidé de se dissoudre et de changer de nom. Cela étant, on est en droit de se demander ce qui a changé sur le fond en changeant simplement le nom du parti alors que ses membres sont restés pratiquement les mêmes.

En 2012 M Sarkozy demandait l'unité de la droite afin d'éviter de « mettre en place la machine à perdre », alors que l'UMP et ses prédécesseurs l'ont mise en route eux-mêmes en trahissant la confiance des Français et ainsi mettant en place les conditions pour le succès

électoral du FN/RN et des socialistes. Sa perte de crédibilité grandissante se constatait au rythme des élections locales et partielles.

Cafouillages, postures de forme mais sans aucun fond, déclarations pleines de mots forts mais vides de tout sens pratique, déclarations d'intention pas suivies d'actes, voilà ce que l'UMP a légué au pays. Pas étonnant que leurs successeurs aient du mal à retrouver la confiance des Français : aujourd'hui, LR, malgré son fort ancrage local, a perdu toute crédibilité au niveau national. En témoignent les défections de cadres de haut rang du parti, comme celles de M Bertrand (revenu depuis) et de M Estrosi.

Inutile qu'il nous fasse des beaux discours sur « ses valeurs » alors que beaucoup pensent qu'une fois au pouvoir il n'aura pas le courage de les défendre. Pire, son manque de programme économique cohérent et sa focalisation sur l'immigration et les sujets de souveraineté fait ressembler LR aujourd'hui plus à une espèce de FN/RN « light » qu'à une droite de gouvernement.

* * * * *

Tel qu'exposé, la classe politique traditionnelle en France présente aujourd'hui des doux rêveurs incohérents et incapables de mesurer la gravité de la situation, des chantres de l'ignorance, des champions des mesures farfelues et contreproductives, et, finalement, une formation qui dit (quelquefois !) ce qu'il faut mais qui semble incapable de le mettre en place faute de courage, de conviction et de stature d'État.

Qu'est-ce que l'UMPS jadis décrié par Mme Le Pen a appris au pays ? Ils ont appris aux Français que pour obtenir quoi que ce soit il faut simplement se plaindre. Travailler pour obtenir quelque chose ? Pourquoi faire, alors qu'avec une petite manif et une bonne séance de chantage à la grève on obtient tout ce que l'on veut ? Sous prétexte de maintenir la paix sociale on a appris aux Français que le travail ne paye pas, mais que protester à longueur de journée oui. Les gouvernements successifs ont favorisé l'assistanat, la dépendance et le relativisme moral, faisant passer à la trappe les notions des responsabilités individuelles et collectives.

La France est en faillite, mais les politiciens des partis traditionnels refusent de l'admettre et continuent de faire comme si quelques petites mesures marginales mal conçues prises ici et là feront des miracles. Ils sont absorbés par leurs lamentables petites querelles et par leurs minutieux calculs électoraux fantaisistes, sans jamais oser traiter le fond. Ils vivent dans leur propre bulle aux dépens de l'État, et ne pensent qu'à leurs privilèges. Ils ne comprennent pas l'économie puisqu'ils sont très majoritairement issus de la fonction publique et ne réalisent pas à quel point l'entreprise, les entrepreneurs et l'emploi sont fragiles.

Est-il surprenant dans ces conditions que les Français se tournent vers les partis extrémistes ?

Les partis des extrêmes

Aujourd'hui, face au manque d'options viables, les Français se tournent vers les extrêmes en guise de vote de protestation. Fait préoccupant, presque 50% des électeurs ont voté pour un parti extrémiste au premier tour des présidentielles de 2017, et presque 60% en 2022. Une alliance entre les groupes extrémistes pour accéder au pouvoir ne peut pas être écartée, à l'image de l'alliance troublante qui avait été actée entre l'extrême gauche Syriza et l'extrême droite en Grèce. Aberration ? Pas tellement, après tout, comme disait Mao, le monde étant rond, les extrêmes se touchent.

Le grand point faible de toute démocratie est le populisme, ancré dans le socialisme et/ou le nationalisme. Le populisme se profile à nouveau en Europe, et il ne faudrait qu'une grande crise économique pour le consacrer, tel le catalyseur que fut la grande dépression de 1929-1932 qui a mis des partis extrémistes au pouvoir. Le choc économique déclenché par le Covid-19 et la guerre d'Ukraine risque de jouer ce rôle de nos jours.

Nous courons le risque que ce vote de protestation, et non pas d'adhésion, malgré l'insistance de leurs dirigeants, se transforme en majoritaire face à l'incapacité affichée des partis politiques traditionnels pour résoudre les problèmes qu'ils ont eux-mêmes créés ou soigneusement évités de résoudre.

Comment peut-on voir que, par exemple, le vote FN/RN n'est pas un vote de conviction mais surtout un vote de dépit contre cette classe politique qui nous mène au gouffre sans se remettre en cause ? Selon certains sondages, 35% des patrons de PME seraient prêts à voter FN/RN. Or, ces gens sont bien placés pour comprendre que le programme du FN/RN est économiquement ruineux, alors pourquoi se disent-ils prêts à le voter ? Pour essayer de faire peur aux partis de droite classiques, pour signaler leur désespoir, pour chercher à les faire réagir. Or, les partis concernés n'ont pas d'idées pertinentes, ont du mal à réagir, et leurs élus perpétuent leurs petites cuisines sans se soucier des conséquences, donc ces patrons votent FN/RN pour les punir.

Ce cycle ne peut que mal finir, avec des conséquences terribles pour la France et pour l'Europe entière. En effet, le remède proposé par ces partis est pire que la maladie.

Mais que proposent ces partis extrémistes concrètement ?

L'extrême gauche

Un monde meilleur, ou l'égalité et la justice parfaite règneront, ou le généreux État fera tout pour vous, quelle belle chanson.

Il fut un temps où l'extrême gauche avait le parfum du rêve, de l'idéal, du possible. Mais plus maintenant : partout où ils ont gouverné, ils n'ont généré que des situations catastrophiques du

point de vue économique, social, environnemental, humain et culturel. Et pour cause : les partis d'extrême gauche prônent le vol, la violence et la dictature comme politiques d'État.

Pour ces partis, on dirait qu'on crée le bonheur en spoliant ceux qui produisent la richesse et l'emploi. Si vous n'êtes pas d'accord avec ce qu'ils font, ils vous enverront au goulag. Des élections sont tenues pour faire semblant, les membres des partis d'opposition étant persécutés et tout discours contraire à la ligne officielle sévèrement puni. Ces partis créent des dictatures violentes ou règnent la pauvreté, le désespoir et la désolation.

En règle générale, on peut dire que la gauche aime tellement les pauvres qu'elle les multiplie. L'extrême gauche, en plus, les opprime avec un degré d'inhumanité glaçante. Normal, l'extrême gauche aime le peuple, mais pas les individus qui le composent.

Si au moins leurs rêves étaient basés sur une réalité, on comprendrait, mais ce n'est pas le cas. Ces partis sont peuplés par des ignorants professionnels et dirigés par des personnages pour qui la mauvaise foi est une façon de vivre. Ignorants professionnels, parce-qu'à ce stade ignorer que leurs politiques ruineuses ont anéanti, assassiné et réduit à l'esclavage presque la moitié de l'humanité pendant plus d'un demi-siècle est faire preuve d'un niveau d'ignorance qui ne peut être atteint que par des personnes qui se sont volontairement isolées de toute information ou de livre d'histoire. Mauvaise foi, parce-que si ces personnes connaissent l'information, elles la tergiversent et la manipulent pour faire avancer leurs sinistres appétits de pouvoir. Sous couvert de slogans soi-disant « humanistes » qui ne sont que de la propagande grossière, ils cherchent désespérément à cacher leur incompétence et leurs programmes terrifiants.

Ils annoncent que les riches paieront les excès de l'État français, puisque leurs bénéficiaires seraient taxés à 90%. Vraiment ? Ce type de proposition révèle l'étendue de la choquante ignorance qui caractérise l'extrême gauche. Tout d'abord, ignorance des principes fondamentaux de l'économie. Ensuite, un niveau d'incompétence en arithmétique qui frôle le discalculisme.

De toute évidence, l'extrême gauche ne comprend pas la différence entre « Capital » et « Revenu du Capital ». J'ai pris la liste des 500 plus grosses fortunes françaises de 2019 compilée par le magasin Challenges. Cette liste est faite prenant toute une série d'hypothèses de valorisation, donc elle n'est pas « juste à l'euro près », mais elle donne une bonne idée des sommes d'argent dont on parle. Le total arrive à environ 720 milliards d'euros qui est, certes, une somme colossale. Pour les besoins de cet exercice, supposons qu'elles sont toutes investies dans des placements rentables et imposables. Si on estime que ces fortunes donnent 3.7% en dividendes (taux moyen CAC40 en 2019), cela représenterait environ 27 milliards d'euros. Taxez-les à 90%, vous obtenez environ 24 milliards d'euros, une superbe masse d'argent. Mais ce chiffre ignore (1) qu'une bonne partie de ces fortunes sont domiciliées à l'étranger et sont donc intouchables pour le fisc français, (2) que les revenus des fortunes qui peuvent être taxés en France le sont déjà, et à des taux confiscatoires et (3) qu'une grande partie de cet argent est, en fait, investie dans du patrimoine immobilier ou culturel, et qu'elle ne donne donc pas des dividendes. En réalité, une taxation à 90% collecterait, peut-être, 3

milliards supplémentaires, qui comparés au déficit public français d'environ 210 milliards par an sont insignifiants, surtout dans un contexte où dans un gouvernement d'extrême gauche ils sont appelés à se multiplier. Vous direz, « c'est toujours ça de gagné ! » Mais vous risquez de perdre beaucoup plus que ce que vous collecterez. En effet, dans ces conditions ceux qui pourraient partir de la France le feraient, amenant avec eux les impôts qu'ils paient déjà, les emplois qu'ils créent, les charges sociales qu'ils paient, et la TVA non récoltée sur leurs dépenses. On observerait donc la courbe de Laffer en action, celle qui explique que « trop d'impôt tue l'impôt ».

Encore un exemple : aujourd'hui, les mesures prises de chômage technique dans le cadre de la crise Covid-19 coûtent à elles seules 1 milliard d'euros par jour. Si on taxait nos riches à 90%, et qu'on pouvait effectivement collecter plus d'argent en ce faisant (ce qui est faux, comme expliqué précédemment), le montant obtenu ne suffirait pour financer ces mesures que pendant environ trois jours.

Et voilà donc le problème fondamental de l'extrême gauche : elle ne comprend pas que les chiffres impliqués par la dépense de l'État français sont tout simplement gargantuesques, et qu'ils sont bien plus élevés que la plus grande des fortunes.

Mais typiquement cela n'arrête pas l'extrême gauche dans sa quête, parce-que l'extrême gauche ne se nourrit pas de raison, elle se nourrit de ressentiment malsain, de jalousie aveugle et de soif de destruction.

Alors que fait l'extrême gauche lorsqu'elle est confrontée par la réalité arithmétique des ses programmes ? Elle confisque les actifs productifs, comme l'a fait le Parti Communiste en Russie, et comme l'a fait M Chavez récemment au Venezuela.

Et que s'est-il passé au Venezuela après ? M Chavez a vite découvert que le produit de ses confiscations ne suffisait pas à payer les factures de l'État. Et qu'est-ce qui se passe lorsque les salaires, les allocations et les retraites ne peuvent plus être payés ? Ce qui se passe dans tous les pays latino-américains qui ont appliqué les recettes inopérantes de l'extrême gauche : grandes déclarations de souveraineté pour justifier la folie et « protéger le peuple » de tous ses « ennemis » (catalogue sur demande, la liste est inépuisable). Ensuite, les retraites et les salaires sont payés soit avec des « bons », soit avec de l'émission monétaire, c'est-à-dire avec des papiers qui ne valent même pas leur coût d'impression. Suit l'hyperinflation, puisque la masse monétaire augmente mais pas l'économie réelle, puisque personne n'investit dans une économie lorsque le mot d'ordre est la confiscation. Les prix sont contrôlés pour éviter leur augmentation, mais ces prix ne permettent pas aux producteurs de payer leurs coûts de fabrication, donc il y a des faillites en série et des étalages vides. Ensuite, des coupures d'électricité et d'eau courante à cause d'installations cassées pour cause de manque d'investissement en maintenance, puisque les fonds prévus pour ont été détournés pour payer les coûts faramineux des « programmes sociaux » mis en place pour acheter des voix. Le tout encadré par des hauts fonctionnaires tout-puissants corrompus, avec des comptes bien remplis avec le fruit de leurs manigances dans des paradis fiscaux, suffisamment peu bêtes pour comprendre que le pays coule, que c'est chacun pour soi et sauve qui peut. La police, face au

manque de moyens, devient inopérante. La justice, pour qui dans ces régimes ubuesques de gauche les criminels sont d'abord des victimes de la société et pas des voyous, sont libérés sans autre considération, de préférence pour grossir les rangs des unités paramilitaires du régime qui terrorisent la population afin qu'elle ne se soulève pas face à l'ampleur choquante de la crise.

Résultat : selon le Trésor Public français, entre 2013 et 2020 l'économie au Venezuela aura chuté d'un prodigieux et brutal 81%. Vous avez bien lu, 4/5 de l'économie vénézuélienne s'est évaporée en moins de dix ans. Si on se souvient du mal que l'on a en France à dépasser le 1% de croissance par an, pour s'imaginer une chute de cette ampleur il faut s'imaginer un retour à l'âge de pierre. L'inflation au Venezuela en 2018 a été de 130'060%. Sur une population totale de 32 millions d'habitants, 4 millions de Vénézuéliens ont quitté le pays, miné par les manques de produits les plus basiques, la faim, la violence et le désespoir. C'est l'équivalent d'une guerre. Or, la seule guerre que le Venezuela a connue, est celle que son néfaste régime d'extrême gauche fait à son peuple, paradoxalement en son nom.

L'extrême gauche française nous explique que tout ceci est à cause des sanctions américaines, au Covid et à la chute du prix du pétrole. Mais la chute de l'économie vénézuélienne prédate les sanctions, qui n'existeraient pas si le Venezuela ne s'était pas converti en dictature communiste qui utilisait l'argent du pétrole pour exporter sa « révolution » et son modèle ruineux en Amérique Latine en finançant des extrémistes. Et, étonnamment, l'extrême gauche ne semble pas au courant du fait que le prix du pétrole a baissé pour tout le monde, pas que pour le Venezuela, mais que, par exemple, l'Arabie Saoudite, avec une économie tout aussi dépendante du pétrole (60% du PIB, et 95% de ses exportations), ne semble pas avoir été affectée dans la même mesure. De fait, pendant que l'économie vénézuélienne tombait en piqué, l'économie saoudienne progressait de 5% entre 2008 et 2018. En résumé, si le gouvernement du Venezuela avait utilisé l'argent du pétrole pour investir au lieu de le dilapider en aventures révolutionnaires et en cadeaux empoisonnés pour se perpétuer au pouvoir, le Venezuela serait aujourd'hui un pays normal, pas un état en pleine implosion.

« Ah, mais la France n'est pas le Venezuela, ceci ne pourrait jamais arriver ici ! ». C'est exactement ce que disaient les Vénézuéliens, en faisant référence à Cuba, avant l'arrivée de Chavez au pouvoir. Les peuples surestiment la force de leurs institutions et sous-estiment large et dangereusement la capacité des partis totalitaires à renverser l'ordre établi, la facilité avec laquelle ils instaurent des dictatures. Les heureux habitants des pays où la liberté règne ont la fausse impression qu'elle leur est acquise, quoi qu'il arrive. L'histoire démontre qu'il s'agit là d'un très mauvais calcul. Détrompez-vous, cela pourrait arriver en France aussi.

Revenons donc à la France. Aujourd'hui, pour payer les dépenses de l'État, la France peut s'endetter en attendant des jours meilleurs. Mais qui prêterait à un gouvernement d'extrême gauche ? Qui prêterait à un gouvernement qui confisque les moyens de rembourser la dette ? Les taux d'intérêt sur la dette française monteraient inexorablement, et la France se trouverait face à une situation comme celle qui a conduit à la crise grecque.

Si la dette française devient trop pesante, l'extrême gauche dira « Renions notre dette et que nos créanciers aillent se faire voir ! » afin de ne plus payer des intérêts. Oui, pourquoi pas, mais il se trouve que nos caisses de retraite placent l'argent des contributions sociales, entre autres, en achetant de la dette Française. En conséquence, si on renie notre dette cela se traduirait en un énorme bras d'honneur à nos retraités présents et futurs. Magnifique résultat.

Ces régimes tragiques essayent toujours d'échapper à leurs responsabilités en servant la bonne vieille histoire des prétendus « spéculateurs » et des « saboteurs » de toute sorte, prétendument responsables de tous les malheurs. Des théories de complot surgissent, les unes les plus incroyables que les autres, peuplées par des joueurs de l'ombre imaginaires dont le seul dessein serait le déclin du pays (allez savoir pourquoi) et qui alimentent perpétuellement la machine à trouver des coupables pour tout et n'importe quoi. Les Mayas et les Aztèques avaient besoin de prisonniers à sacrifier en permanence pour apaiser leurs dieux, l'extrême gauche a besoin en permanence d'un ennemi intérieur toujours renouvelé afin de justifier sa dictature et d'expliquer l'avènement des catastrophes qu'elle engendre invariablement lorsqu'elle se trouve aux rennes d'un pays.

Finalement, au nom d'une solidarité mal comprise, tout régime d'extrême gauche crée une dictature violente et un phénomène de paupérisation de masse, puisque dans ces systèmes personne ne sait comment créer de la valeur, mais tout le monde sait comment consommer. « Tous égaux dans un paradis terrestre » à la pauvreté la plus abjecte où rien ne fonctionne et où ne pas être d'accord vaut la prison ou la mort, comme au Cuba.

De la faillite économique et les goulags de l'URSS, passant par les massacres de Mao et des Khmers Rouges, ainsi que la pollution galopante présente dans tous les pays où le Communisme est passé, l'extrême gauche a démontré être inopérante, violente et avec un mépris infini pour la condition humaine. Les Communistes et l'extrême gauche dans toutes ses formes ont toujours réussi à faire exactement le contraire de ce qu'ils ont annoncé qu'ils allaient accomplir. Du haut de ses 100 millions de morts, c'est-à-dire plus que tous les morts de la deuxième guerre mondiale, la seule réussite des dirigeants du Communisme et de l'extrême gauche est d'avoir pour la plupart échappé à des procès pour crimes contre l'humanité. Les partis qu'arborent cette idéologie destructrice abusent la détresse des travailleurs, détresse qui est bien réelle.

« Ah, mais le capitalisme tue ! » Vraiment ? Qui a-t-il tué précisément ? Combien de personnes aurait-il tué ? De quelle façon ? Où exactement ? Lorsque vous posez des questions précises à ces gens, vous êtes garantis d'obtenir des réponses incohérentes, qui confondent tout dans un fumeux amalgame qui ne veut strictement rien dire.

On dirait que tout ce qui va mal dans ce monde est la faute au capitalisme. C'est faux, le capitalisme ne tue pas. En fait, c'est le seul système qui arrive à tirer les sociétés par le haut, en créant de la richesse et de l'emploi dans des contextes de tolérance et de bienveillance. Les problèmes de ce monde sont la faute à la gourmandise, l'égoïsme, la cupidité, la naïveté, la désinformation et la bêtise, il s'agit là de fautes humaines, pas des problèmes inhérents à un système. Si nous n'entendons pas parler souvent des très gros problèmes qui hantent les

régimes d'extrême gauche c'est du fait de la censure des médias et de la répression généralisée en vigueur dans les pays où elle gouverne sur tous ceux qui auraient la malheureuse initiative de signaler un quelconque dysfonctionnement, aussi banal soit-il, à l'image de la façon dont la Chine a traité le docteur qui a alerté le monde sur le Covid. Les seuls qui tuent, pour de vrai et à grande échelle, ce sont les régimes d'extrême gauche.

« Ah, mais les autres ont fait tout faux, alors que nous savons comment faire ! ». Oui, bien sûr. Et le pommier donnera carrément du cassoulet, chaud puisqu'on y est, n'arrêtons jamais de rêver. Lisez bien les programmes des formations d'extrême gauche, vous verrez une succession d'incantations vides et quasiment zéro détail sur les mesures concrètes qu'elles mettraient en place. Normal, il faut appâter l'électeur, pas lui faire peur.

Non, rien ne changera, l'extrême gauche serait tout aussi terrible pour la France que l'ont été ses camarades ailleurs. Chaque fois que ces partis tentent de mettre sur pied un « paradis socialiste », la seule chose qu'ils démocratisent c'est la pauvreté la plus crasse, raison pour laquelle leurs citoyens tentent de fuir les pays tombés sous leur emprise. A-t-on si vite oublié que le but premier du Mur de Berlin était d'empêcher les citoyens est-allemands d'échapper à leurs vies misérables sous le joug communiste ? Ou les efforts que déploie de nos jours la Corée du Nord pour combattre la fuite de ses citoyens vers la Chine ou la Corée du Sud ? Ou des efforts faits par les Cubains pour fuir le Cuba ? Ces régimes n'ont pas besoin de citoyens, ils ont besoin d'esclaves. Le niveau extrême de détresse économique et moral des peuples soumis à ces régimes totalitaires les mène à chercher à tout faire pour tout laisser derrière eux à la première opportunité. Avez-vous vu à quoi ressemble une colonne de réfugiés Vénézuéliens ? Sous quelles circonstances songeriez-vous à faire comme eux ? Voilà la vérité sur ces régimes désastreux.

Voici le pays qui nous attend sous un régime d'extrême gauche : pas d'argent, pas d'opportunités, de la pauvreté extrême qui avance à grande vitesse, des taux d'inflation effroyables, des taux de chômage sans pareil. Des retraites minables payées avec des mois de retard, le tout couronné par une vague de criminalité de rue hors contrôle. Personne ne fait des efforts (« pourquoi faire ? Si je gagne plus on va tout me prendre à la fin. Le voisin vit d'allocs et il vit comme moi »), le copinage et l'appartenance au Parti pèsent plus que la compétence. Et pendant que le peuple meurt de faim, les dirigeants vivent dans le faste et l'opulence secrets. Le tout, bien sûr, en scandant des slogans magnifiques et combatifs pendant des grands meetings peints en rouge révolutionnaire, dans lesquels ils déclareraient que tout est la faute aux autres et qu'ils agissent dans l'intérêt du peuple. Bref, ce qu'ils font partout là où ils sont au gouvernement.

Voter extrême gauche aujourd'hui ce n'est pas être rêveur, idéaliste ou utopiste, c'est ignorer l'histoire de ce sinistre mouvement bâti sur l'ignorance, la violence et le mépris de ce peuple auquel il lui déclare son amour à toutes les occasions pour mieux l'écraser par la suite ; c'est être complètement coupé de l'histoire et des réalités les plus basiques ; c'est désirer se soumettre à une tyrannie violente qui se moquera de vous et de votre soutien dès la minute où elle sera au pouvoir ; c'est souhaiter des étalages vides et des services publics détruits ; c'est

vouloir vivre dans une société où dire quelque chose qui déplaît au régime vous mènera en prison, des prisons où la torture et la mort seraient monnaie courante.

Ne cédez pas au chant des sirènes : casser en scandant des glorieux slogans, l'extrême gauche sait faire. Mais quoi bâtir de durable à la place ou comment créer les ressources pour améliorer le sort du peuple, elle ne le sait pas, elle ne l'a jamais su, et elle ne le saura jamais.

L'extrême droite

En face, le Rassemblement National (anciennement Front National – on prend les mêmes et on recommence), aujourd'hui passé au rang de 1^{er} parti de gauche de France, prône, tout comme les autres partis d'extrême droite, le nationalisme nombriliste, le populisme social, la stigmatisation de l'autre et la fermeture de la France au monde comme la solution à tous nos problèmes. On dirait que selon eux, en brandissant fièrement notre beau drapeau tricolore les problèmes disparaîtront d'eux-mêmes. De la même façon que les socialistes sortent leurs pancartes et leurs banderoles le temps d'une petite manif sympa s'imaginant que tout sera résolu magiquement après, le FN/RN et consorts sortent les drapeaux français et « abracadabra ! » les problèmes disparaîtraient.

La percée du FN/RN est préoccupante puisque, comme disait Laurent Fabius, le FN/RN pose toutes les bonnes questions mais donne toutes les mauvaises réponses. Mais c'est encore plus préoccupant de voir que les partis traditionnels n'ont aucune idée de comment contrer ce phénomène. En attendant, la graine de la prochaine crise majeure germe, sous la forme de déficits hors contrôle qui font que les caisses sont vides et qu'on inonde les épargnants de titres de dettes que personne ne sait comment on repaiera.

Faisons un court catalogue des mauvaises propositions du FN/RN et assimilés :

« L'Europe est responsable de nos problèmes ! ». Ah bon. Si quelqu'un peut me dire dans quelle mesure l'Europe est responsable des politiques ruineuses qu'ont mis la France à genoux, je le remercierai. Petit catalogue : les 35 heures, la retraite à 60 ans, le Code du Travail à 2500 pages, le système d'allocations dispendieux, le mille-feuilles administratif, le « placage or » des directives européennes, le niveau de taxation confiscatoire, le trop-plein de fonctionnaires, le dirigisme étouffant. Toutes ces politiques sont bien Franco-Françaises, elles ne se trouvent pratiquement qu'en France, et l'Europe n'a jamais eu la moindre part de responsabilité, ni dans leur conception ni dans leur mise en œuvre. Il est grand temps qu'on se le dise : nous, Français, sommes les magnifiques architectes de nos propres malheurs, et l'extrême droite ne ferait rien de bon pour les résoudre. Au contraire, elle veut augmenter les dépenses et la taille d'un État qui a grand besoin d'une sévère cure de simplification et d'amaigrissement. Conclusion : la mise en place des politiques économiques de gauche nationaliste qui caractérisent l'extrême droite aujourd'hui accélérerait la descente du pays vers la faillite.

« L'emploi pour les français d'abord ! » on nous scande. Et pourtant c'est sous un PDG britannique que L'Oréal est devenu une énorme puissance dans le marché de la cosmétique mondiale. Y aurait-il fallu l'expulser en son temps pour le « crime haineux » d'avoir mené une société industrielle française aux sommets, créant des emplois bien payés ainsi que des hauts revenus fiscaux et sociaux ? C'est aussi sans compter avec le retour du grand nombre de Français qui aujourd'hui vivent et travaillent à l'étranger, mais qui seraient contraints de quitter leur pays de résidence en représailles si on s'amusaient à expulser les ressortissants étrangers vivant légalement aujourd'hui dans notre pays.

On nous chante « Sortons de l'euro et émettons notre monnaie pour nous en sortir ! On paiera nos dettes avec un nouveau franc Français ! » Oui, bien sûr, mais ce serait ignorer que tous les pays qui ont utilisé la planche à billets pour tenter de résoudre leurs problèmes économiques n'ont réussi qu'à créer une inflation galopante, tel l'Argentine, mais n'ont jamais rien résolu. La raison est simple : ce que l'on achète à l'étranger resterait valorisé en euros ou en dollars et, dans la mesure où nous émettrions notre propre monnaie à tout va pour faire semblant de payer nos frais de fonctionnement, elle perdrait de la valeur rapidement face aux autres monnaies. En conséquence, les importations coûteraient plus chères (pensez pétrole, métaux, coton, téléviseurs, téléphones et j'en passe) ce qui ferait que les prix augmenteraient, mais pas les salaires, parce-ce que ce n'est pas parce-qu'on aura émis des billets papier que l'on serait plus efficaces ou plus productifs, les seules vraies sources de valeur ajoutée et donc de richesse. De plus, notre dette resterait en euros, donc elle serait de plus en plus difficile à payer avec des francs qui vaudraient de moins en moins avec l'évolution défavorable du taux de change. En somme, sortir la planche à billets ne fait qu'enrichir les fabricants de papier monnaie et d'encres spéciales. Pour tout le reste du pays, ce serait l'inflation galopante, qui n'est rien d'autre qu'une arme de paupérisation massive.

Accessoirement, inutile de nous parler des « dévaluations compétitives » de jadis dont l'Espagne et l'Italie étaient devenues dépendantes. Je me souviens qu'à cette époque, les classes moyennes françaises et allemandes pouvaient se payer des vacances en Espagne et en Italie, alors que l'inverse n'était pas vrai. En effet, grâce à leurs « dévaluations compétitives » et leur refus de traiter les problèmes de fond, l'Espagne et l'Italie étaient devenus des pays pauvres et socialement troublés au sein de l'Europe, pas des puissances.

Pour gérer les monstrueux déficits, le FN/RN et consorts nous vendent la chimère magique de « l'autorisation de la Banque Centrale à acheter de la dette publique », ainsi qu'encourager les épargnants à en faire autant. Dans le premier cas, on met en place une planche à billets déguisée en planche à bons, c'est-à-dire des dettes, qu'au lieu de montrer sa face aujourd'hui hypothèqueront le futur de nos enfants (merci pour eux) et généreront de l'inflation (encore), ainsi que des bons du trésor qui perdraient de leur valeur au rythme de l'augmentation progressive des taux d'intérêts, qui monteraient pour contrecarrer les effets du fléau inflationniste. En ce qui concerne les petits épargnants, ces bons du trésor seraient donc les pires placements possibles, et ils verraient leurs économies disparaître tout aussi magiquement que l'État en émettrait à tout va. Certes, un certain nombre de bons ont été achetés par la Banque Centrale Européenne pendant la crise du Covid afin d'aider les gouvernements à tenir

leurs barques face à l'ampleur de la crise. Mais ces bons vont devoir être remboursés, sous peine de voir l'argent mis en circulation se transformer en prix d'actifs en hausse (immobilier, actions en bourse) et inflation, sans pour autant faire monter les salaires en parallèle, ce qui impliquerait la paupérisation de la société. En d'autres termes, dites « adieu » au premier achat immobilier, vous n'aurez probablement jamais assez de revenus pour rembourser votre énorme hypothèque.

Dernier exemple en date des mauvaises politiques proposées par le FN/RN : selon les dernières propositions de Mme Le Pen à l'heure de l'écriture de ce livre, elle mettrait à disposition une « contribution de l'État en fonds propres à hauteur de 5 000 Eur pour toute création d'entreprise par un entrepreneur de moins de 30 ans qui aurait investi la même somme, assortis d'une exonération d'impôt sur le revenu et d'impôt sur les sociétés pendant 5 ans ». Raison invoquée par Mme Le Pen pour la mise en place de ce programme ? Encourager les jeunes à rester en France au lieu de partir à l'étranger. Encore une fois, le FN/RN pose la bonne question et donne la mauvaise réponse. Voici pourquoi ce programme ne servirait à rien d'autre qu'à creuser les dettes :

- La raison pour laquelle les jeunes veulent partir est la quasi-impossibilité pour eux de saisir des opportunités en France, étouffés par les réglementations et les contraintes, pas par cause de manque de fonds propres. De plus, ils veulent échapper à la France morose, où réussir est aujourd'hui mal vu.
- Autant 5 000 Eur semble beaucoup pour une personne, à l'échelle d'une entreprise c'est insignifiant. Regardez le coût du moindre équipement professionnel pour n'importe quel métier et vous le constaterez.
- L'exonération de IR et IS pendant 5 ans est un leurre, puisque la plupart des startups ne font pas des bénéfices et beaucoup d'entrepreneurs ne touchent pas un salaire pendant les phases de démarrage d'une société.
- Un programme de la sorte créerait une nouvelle structure administrative qu'il faudrait payer, avec des procédures de contrôle coûteuses afin d'éviter la fraude.

Ce programme ne créerait donc qu'un effet d'aubaine pour ceux qui auraient de toute façon créé leurs propres entreprises, mais ne réussirait pas à inciter les gens à en créer davantage. De plus, il attirerait des fraudeurs tentés par de l'argent « gratuit » et coûterait une fortune en administration et contrôle. En somme, comme tous les programmes de la gauche populiste, derrière l'effet d'annonce se cache un programme inadapté et coûteux, seulement destiné à appâter l'électorat. Résultat à prévoir : zéro gain, pour une dépense importante, dans encore une tentative vaine de la gauche de décréter l'emploi et la croissance qui ne fera qu'agrandir la structure de l'État et creuser nos dettes.

Bref, les propositions du FN/RN et consorts mèneraient la France à la pauvreté et couleraient l'Europe dans le chaos.

Nous savons tous parfaitement où mènent les politiques de l'extrême droite : puisque nos problèmes économiques ne seraient pas résolus, mais plutôt fortement aggravés, et qu'on aurait admis en tant que Nation que la faute à tout est à trouver à l'étranger, alors nous aurions

des relations de plus en plus tendues avec nos voisins, ce qui éventuellement mènerait au retour des guerres entre nations en Europe.

La façon d'arrêter l'extrême droite selon LR et le PS ? M Valls nous a expliqué jadis qu'il fallait faire « un sursaut républicain » et « faire barrage au FN » dans les élections. Super : on se met tous debout avec fierté et détermination, on sort dans la rue les bras dans les bras, on fait le tour du pâté de maisons avec les voisins dans une belle « marche républicaine », et puis on rentre chez soi, très contents de nous. Et, surtout, on oublie que les partis qui appellent à ce sursaut sont les coupables de la montée du FN/RN.

La seule façon d'arrêter le FN/RN, Mesdames et Messieurs, c'est de combattre les conditions qui favorisent sa poussée, de répondre de façon cohérente, rationnelle et déterminée aux vraies questions que le FN/RN pose.

Lorsque la France aura fini avec les abus des allocations de toute sorte, avec les impôts confiscatoires, avec cet État qui dépense systématiquement plus que ce qu'il ne reçoit, avec le haut niveau de chômage structurel, avec l'immigration débridée et avec cette triste tradition qui consiste à se faire élire sur un programme pour mieux le trahir par la suite, lorsqu'on aura compris que le problème n'est pas institutionnel ni politique mais surtout économique et social, lorsqu'on reconnaîtra que trahir la confiance des Français a un prix terrible, lorsqu'on aura admis que l'État est en faillite et que la société a perdu ses repères grâce aux fantaisies multi-culturalistes où tout se vaut et rien n'est critiquable, lorsqu'on aura compris que la France doit changer en profondeur son modèle pour éviter la catastrophe annoncée, en somme, lorsqu'un vrai parti de droite apparaîtra avec le courage nécessaire pour expliquer et, surtout, pour faire ce qu'il faut faire pour redresser ce pays, alors la force du RN disparaîtra.

* * * * *

En résumé, les partis extrémistes, de gauche et de droite, se fondent sur la haine et s'alimentent de haine : les uns ont besoin de l'ennemi intérieur pour justifier leur idéologie, les autres de l'ennemi extérieur. Mais ni l'un ni l'autre n'ont la moindre idée de comment produire de la richesse et de l'emploi. Leur réponse à la crise ? La destruction, la dénonciation vide, la désignation d'un prétendu ennemi. Et que vont-ils faire lorsque leurs « ennemis » seront défaits ? Ah, tout ira mieux, cela va de soi. Mais l'analyse historique du comportement de ce type de partis une fois au pouvoir montre que comme ils ne créent que des situations ruineuses de tout point de vue, pour se justifier face aux résultats catastrophiques de la mise en œuvre de leur incompétence ils ont toujours besoin d'ennemis supplémentaires, les dieux ont toujours besoin de prisonniers à sacrifier. Une fois que « l'ennemi » a été identifié, le martellement de la propagande officielle le perpétue dans les esprits. Il en résulte des états policiers paranoïaques et (ou) la guerre. Si voter PS c'est comme prendre de la cocaïne, voter extrême gauche ou l'extrême droite c'est comme prendre

du crack, l'euphorie durera moins longtemps, le dommage sera vite irréversible, l'issue souvent fatale, et pas dans un sens figuré mais bien réel.

Mais ils restent un danger bien réel, il ne faut jamais oublier que Hitler avait été élu démocratiquement après des longues années passées en opposition.

Est-il étonnant donc que les Français ne se retrouvent plus dans ce paysage politique ?

* * * * *

Un timonier ne peut pas combattre la mer. Il faut que, face aux vagues et au vent, il corrige la trajectoire afin de garder le cap. Tout est toujours à refaire, à recalculer et à revoir parce-que le monde change en permanence. Et si la définition de l'intelligence est la capacité à s'adapter à son environnement, le refus de s'adapter face à un environnement qui change dénote son manque. Dès lors, lorsqu'on constate que le monde a changé et que rien ne marche comme prévu, s'attacher à des façons de faire devenues obsolètes et contre-productives est tout simplement stupide.

Mais la France, comme tous les peuples, a peur du changement. Les Français, comme tout le monde, aiment la stabilité, la prévisibilité, et préfèrent le diable connu à l'ange inconnu. Dès qu'il faut changer quelque chose à quoi que ce soit, c'est tout de suite une catastrophe, l'impression que tout est à refaire et que l'on a travaillé pour rien, ce qui donne lieu à la déclaration typique du Français confronté au changement : « Je ne suis pas d'accord ! C'est impossible ! ».

N'importe quel spécialiste en optimisation de systèmes pourra vous le dire : la maximisation de la performance d'un système complexe avec des variables multiples ne passe jamais par l'optimisation de chaque paramètre individuellement, il faut faire des arbitrages dans le but de le faire fonctionner au mieux de ses capacités et ainsi viser la meilleure performance de l'ensemble. Les paramètres dans ce cas étant les forces vives du pays, tels les patrons et les ouvriers, les propriétaires et les locataires, les actifs et les retraités, ceux qui travaillent dans le secteur privé et ceux qui travaillent dans le secteur public, cela implique forcément que la seule certitude que l'on peut avoir est que tous auront toujours des griefs et des revendications à faire valoir, puisque pour que le monde tourne il faut faire des compromis, et que ces compromis mécontenteront nécessairement certains. Dans ce contexte, la recherche de l'équilibre parfait n'a pas de sens, la seule chose que l'on peut faire c'est d'être prêts à agir sur le système pour l'ajuster au mieux aux circonstances changeantes. Et la seule chose qui compte, ce sont les questions « est-ce que ce système fonctionne au mieux de ses capacités ? » et ensuite se demander « que faudrait-il faire pour que ce système améliore sa performance ? ».

Le changement c'est la vie, l'immobilisme c'est la mort. La France doit perdre sa peur viscérale du changement, elle doit réaliser que d'autres êtres humains tout aussi intelligents

que nous ont résolu les problèmes que nous avons avec des méthodes différentes que les nôtres, et qu'il y a des vraies opportunités de réappliquer chez nous des solutions qui marchent ailleurs tout en essayant d'éviter les pièges et les effets secondaires indésirables.

Alors, que faire ?

La France ne mérite pas ce déclin, et il est loin d'être inévitable ou irréversible.

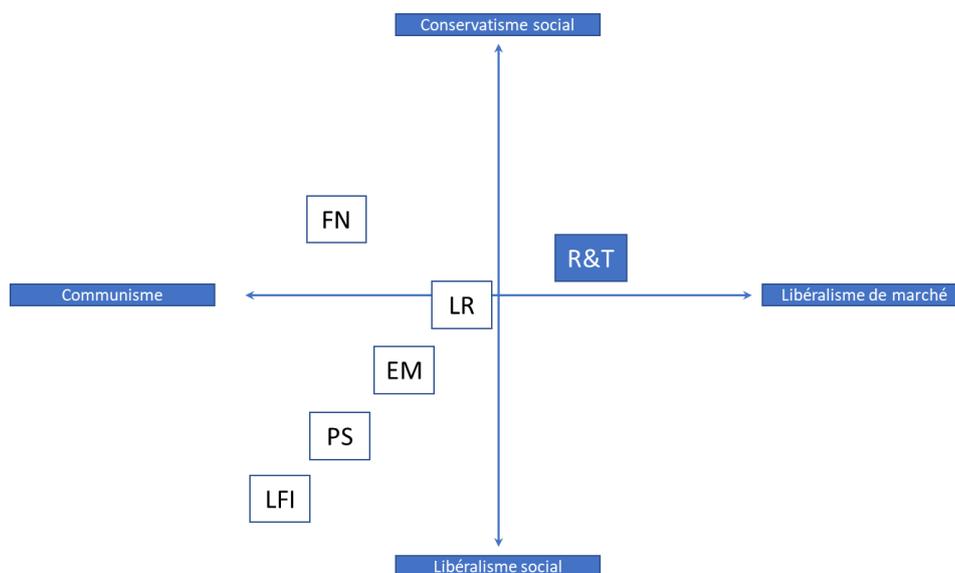
Notre pays a tout pour réussir : des terres fertiles, une population éduquée, entreprenante et créative, une infrastructure enviable, des institutions solides, une culture raffinée et sophistiquée admirée partout dans le monde.

Les Français sont un peuple fier, un peuple qui veut s'en sortir par le haut, par la force de son travail et de ses efforts, un peuple qui ne se laissera pas faire et saura prendre les mesures nécessaires pour que le pays se redresse, se fortifie, et se relance dans la scène mondiale pour réussir.

La droite « de pouvoir » a vécu, il est grand temps de donner aux Français une vraie alternative, une alternative claire, ancrée dans la réalité et sûre de ses convictions, une vraie droite de gouvernement ouverte sur le monde et avec le courage d'entreprendre les réformes nécessaires pour le redressement du pays.

Dans ce but, j'annonce la création du Parti Réforme et Travail, seul parti de Droite de France.

Voici comment nous nous positionnons par rapport à l'échiquier politique actuel :



Le Parti Reforme et Travail se propose comme une véritable alternative de gouvernement. Fini le Communisme PS et le socialisme à la sauce LR, fini le spectre du nombrilisme et de l'irresponsabilité destructrice des extrêmes, place aux idées fortes de droite qui sortiront la France de sa spirale décadente.

Aujourd'hui, une restructuration en profondeur du modèle social et économique français s'impose si l'on veut sauver ce pays de la faillite. Le résultat des politiques économiques et sociales que les partis traditionnels de tout bord ont mené est bien connu : des déficits hors contrôle, générant des dettes abyssales qui ont fait que la France soit à la merci des marchés financiers. Des grandes sociétés qui n'investissent presque plus en France, qui n'embauchent qu'au compte-gouttes et qui, au contraire, cherchent à se délocaliser. Des riches et des entrepreneurs qui quittent le pays pour aller s'installer, investir, créer des emplois et des richesses et payer leurs impôts ailleurs. Un pouvoir d'achat rabaissé régulièrement par des impôts et des prélèvements confiscatoires. Une immigration non maîtrisée, non désirée et non intégrée. Une jeunesse sans espoir et une armée d'exclus, qui ne croient plus ni à leurs chances ni à l'ascenseur social du fait d'un chômage structurel haut, fruit d'un cruel manque d'opportunités.

Pour sortir la France de cette crise structurelle majeure dont les précédents gouvernements sont les seuls et uniques responsables, il faut réformer ce pays en profondeur et remettre le travail au cœur de toutes nos préoccupations. La fête est finie, le moment est venu d'assumer nos responsabilités et de réparer les pots cassés. On ne devient pas riches en faisant la sieste, et on ne reste pas riche longtemps si on refuse de travailler. Et c'est bien à nous de payer les conséquences de nos folies dépensières, pas à nos enfants. Les allocations, les retraites, les avantages sociaux, le code du travail, le statut des fonctionnaires, les numerus clausus, le financement et la structure de la santé publique et de l'éducation, la structure de gouvernance du pays, tout, absolument tout doit être passé au crible. Il faudra restructurer ce pays en profondeur dans tous les secteurs si on veut le remettre dans le chemin de la croissance et de l'emploi, redorer son blason, et lui permettre de retrouver son rayonnement international et sa fierté perdue.

Dans ce processus de réforme, il ne peut pas y avoir de vache sacrée ou des sujets tabou. La France s'est accordée des avantages économiquement intenablement et socialement contre-productifs. Ses « acquis » sont en train de détruire le tissu social de ce pays et d'hypothéquer l'avenir de nos enfants. Rien n'est jamais acquis, il faut travailler pour payer ses privilèges, et il y a en France aujourd'hui un énorme déficit de travail face à une pléthore d'« acquis » qui l'endettent et la vident de son sang et de sa vitalité. Continuer de la sorte n'est pas seulement une folie, c'est immoral.

Soit on choisit d'accepter le besoin de changement et nous l'anticipons et le maîtrisons, soit on s'accroche à nos fantaisies et on laisse la lente dégradation du pays nous mener au gouffre. La France peut et doit s'en sortir, il lui faut simplement la volonté de le faire, son salut en dépend.

Je suis né et j'ai grandi en Argentine, j'ai vu comment un pays riche, qui en 1910 était la 6^{ème} puissance mondiale est lentement tombé dans le cercle vicieux engendré par les populismes sous toutes ses formes : les dettes impayables, le chaos politique et la faillite sociale, économique et morale. Aujourd'hui, la France, 6^{ème} puissance mondiale, risque de tomber dans cette même spirale, convaincue à tort de son invincibilité et de la prétendue pérennité de ses richesses. Or, rien n'est plus fragile que la richesse, surtout lorsqu'on ne réalise pas qu'on peut facilement tout perdre.

Comme l'Argentine, la France confond aujourd'hui richesse en ressources et richesse utilisable. La richesse en ressources ne représente qu'une opportunité, elle ne devient utilisable qu'en fournissant un grand investissement sous forme de travail. Or, la gauche s'évertue à détruire notre capacité de travail, donc notre capacité à transformer des ressources en richesse, empoisonnant les relations entre patrons et employés, dénonçant tout effort comme un abus, et apprenant aux jeunes que tout leur est dû en vertu de leur privilège de vivre dans ce magnifique pays.

Le modèle social de la République Socialiste Soviétique Française est épuisé. Un nouveau modèle social français doit naître de ses restes, un modèle qui, sans oublier la solidarité, repose sur la liberté, le travail, la responsabilité individuelle et la création d'opportunités pour que ceux qui sont prêts à s'investir voient leurs efforts récompensés et leur attitude et leur réussite admirées.

C'est toujours difficile d'arriver avec des mauvaises nouvelles. C'est encore plus difficile de vouloir se faire élire en disant la vérité, sans promettre des recettes magiques simplistes et farfelues à des problèmes graves et complexes.

On dit la France « irréformable », je ne le crois pas. Je crois que la France d'aujourd'hui est réputée irréformable parce-que les politiciens de tout bord sont arrivés au pouvoir en mentant au peuple sur la gravité de la situation.

La France a besoin d'une révolution productive démocratique radicale.

J'arrive donc aussi avec un message d'espoir : une autre France est possible, une France où réussir soit une possibilité réelle, une France où les Français arrivent à vivre de leur travail à nouveau, une France qui gagne en Europe et dans le monde.

La France est réformable. Mais faut-il encore que quelqu'un ait le courage d'expliquer aux Français ce qu'il faut faire et pourquoi, et que les Français l'acceptent. Je veux donc rassembler autour d'un projet pertinent et cohérent.

Dans cette optique, dans les prochains chapitres j'expose le programme du Parti Reforme et Travail. Nous attaquerons de front les graves problèmes auxquelles la France et les Français sont confrontés.

- Réduire drastiquement le chômage
- Baisser et simplifier fortement la fiscalité
- Mettre en place les conditions pour que les investisseurs reviennent
- Augmenter le pouvoir d'achat des ménages
- Eliminer des déficits
- Recadrer les fonctions de l'État
- Pérenniser le système de retraites
- Maîtriser l'immigration

En ce faisant, nous redonnerons aux Français la confiance et l'espoir d'un monde meilleur pour eux et pour leurs enfants.

Il faut mettre le pays en ordre de marche pour le faire réussir.

Et ainsi redonner à la France son énergie, son panache, sa richesse et sa fierté.